

849 milliards de dépenses de protection sociale. Cette somme astronomique place la France à la première place en Europe, en matière de protection sociale. Elle est d'ailleurs installée durablement en haut de ce podium. **Cela représente 32,2% du PIB soit 849 milliards d'euros de prestations sociales.** Les dépenses de santé représentent à elles seules 10% du PIB, également les plus élevées en Europe et ceci alors que l'hôpital ne marche plus, au point qu'il faille organiser des souscriptions pour payer un scanner.

A noter que le système des retraites représente également une part importante des dépenses publiques en France. Un peu plus de 20% et depuis 2018, cette part tend à diminuer et là encore, le processus est installé **puisque depuis deux années environ, nous enregistrons une surmortalité, chez les retraités, mais également dans toutes les catégories d'âges.**

Les comptes de la protection sociale comprennent : santé, vieillesse, emploi, famille, logement, invalidité et pauvreté-exclusion et cela représente en moyenne 12500 €, de prestations par habitant. En ajoutant les emplois divers, les frais financiers et non financiers, l'ensemble du système atteint 900 milliards €, soit 5% au-dessus de la moyenne européenne. **La France se situe en tête des dépenses, ou parmi les pays qui dépensent le plus en part de PIB :** maladie : 10% du PIB en France contre 8,1% en moyenne dans l'UE à 27. Retraites, 14,2% du PIB contre une moyenne européenne de 12,5%. Emploi : 1,8% en France contre 1,2% en moyenne, mais 1% en Allemagne. Logement, 0,6% en France, contre 0,3 en Europe. Pauvreté-exclusion : 1,2% en France, contre 0,7% du PIB en moyenne en Europe. **Il faut se souvenir que dans le même temps, où nous sommes champions de la dépense sociale, le PIB par habitant a reculé et nous sommes passés de la sixième à la vingt-quatrième place.** **Et il n'est pas tout à fait juste de mettre les retraites dans les prestations sociales, puisque les salariés ont cotisé pour la retraite, ce n'est donc que de l'argent qu'on leur rend**

et pas une largesse de l'Etat.

Autant dire que le système de protection sociale nous coûte un bras et se traduit par des impôts et taxes qui représentent 30% des ressources de la protection sociale, en particulier la CSG (141 milliards €) et la TVA (57 milliards €). Evidemment en hausse constante, dans un contexte de déficits publics en explosion. **La France protège donc au-dessus de ses moyens, mais en plus, elle protège mal et le système représente un appel d'air impensable pour les étrangers qui viennent en profiter, ils s'en vantent même, largement, sur les différents réseaux sociaux, ne se cachant même plus de venir dans ce but.** La réalité est que malgré l'explosion des dépenses de santé, en particulier, celle de l'Aide médicale aux étrangers, il devient très difficile de se faire soigner en province et qu'un migrant arrivant dans une grande métropole, se fait soigner plus sûrement que de nombreux nationaux qui renoncent à des soins, faute d'argent.

Il en va également de la fraude aux allocations, impossible à chiffrer, mais qui oscillerait entre 15 et 50 milliards. Même si on est dans la fourchette basse, la somme vaut quand même qu'on se penche sur ce problème. Le profil majoritaire des fraudeurs fait qu'il est très politiquement incorrect de faire quoi que ce soit. **Egalement, des retraites versées en Algérie à des gens de plus de 100 ans, voire carrément inconnus au bataillon.** Une enquête récente, réalisée sur un échantillonnage de 1000 personnes, montrait que des pensionnés pouvaient avoir jusqu'à 115 ans et beaucoup étaient introuvables, concluant à une fraude massive. Plus communément, des identités multiples, des enfants déclarés mais ne vivant pas sur le sol français, des cartes Vitale frauduleuses, **la gabegie est totale et il n'y a aucune volonté réelle de s'y attaquer.**

Au RPF, nous avons proposé de plafonner les allocations familiales à trois enfants, de supprimer corps et bien toute

forme d'aide aux étrangers : on vient en France à ses frais et on avance l'argent des soins, ce n'est jamais que le régime majoritaire dans la plupart des pays du monde. On s'attaque bien entendu à la fraude massive et on conditionne l'octroi des retraites au temps travaillé sur notre sol. On en arrive, pour les retraites, comme pour la santé, à ce qu'un étranger n'ayant jamais travaillé, touche des minimas à peine moins élevés que des petites retraites à l'issue de quarante annuités de travail. Pensé comme égalitaire et généreux, le modèle social a été, comme beaucoup d'autres spécificités françaises, totalement perverti et en arrive à être injuste, inégalitaire et surtout inique, dans le sens où on s'occupe désormais plus et mieux des nouveaux arrivants, que des nationaux cotisants. Il va falloir un retour aux fondamentaux et un système dans lequel le travail doit payer largement plus que l'oisiveté.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.